

Citoyens au pouvoir du Québec

États Financiers

31 décembre 2019

CITOYENS AU POUVOIR DU QUÉBEC

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	1 - 2
ÉTATS FINANCIERS	
➤ Résultats	3
➤ Évolution de l'actif net	4
➤ Bilan	5
➤ Flux de trésorerie	6
NOTES COMPLÉMENTAIRES	7 - 8
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	
➤ Établissement financier où sont déposées les sommes recueillies	Annexe 1



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À la direction de
Citoyens au pouvoir du Québec

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de **Citoyens au pouvoir du Québec** (le « Parti »), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2019, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Parti au 31 décembre 2019 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Parti conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Parti à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Parti.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit



SYLVAIN RIEL CPA
inc.

Société de comptables professionnels agréés

généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Parti;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans l'état au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu de l'état, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si l'état représente les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Saint-Lazare,
le 30 juillet 2020

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111083

CITOYENS AU POUVOIR DU QUÉBEC

3

RÉSULTATS

de l'exercice terminé le 31 décembre 2019

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Produits		
Contributions (note 3)	2 094 \$	27 454 \$
Cotisations des membres	1 792	-
DGEQ - Revenus d'appariement liés aux contributions	5 235	57 304
DGEQ - Allocations liés aux votes	34 416	15 781
Remboursement des frais d'audit	<u>2 299</u>	<u>862</u>
	45 836	101 401
Charges		
Honoraires professionnels	11 393	5 725
Frais de déplacement et de représentation	5 131	3 375
Réunions et assemblées	7 531	4 583
Publicité et promotion	914	2 030
Télécommunications	6 217	7 837
Frais de bureau	4 365	800
Loyer	-	600
Intérêts et frais bancaires	773	317
Transferts à l'agent officiel du parti	<u>16 359</u>	<u>84 100</u>
	52 683	109 367
INSUFFISANCE DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	<u>(6 847) \$</u>	<u>(7 966) \$</u>

CITOYENS AU POUVOIR DU QUÉBEC

4

ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

de l'exercice terminé le 31 décembre 2019

	<u>Non affecté</u>	<u>Total 2019</u>	<u>Total 2018</u>
SOLDE AU DÉBUT	4 345 \$	4 345 \$	12 311 \$
Insuffisance des produits par rapport aux charges	(6 847)	(6 847)	(7 966)
Excédent de la valeur des actifs sur les passifs suite à la fusion avec Parti Équitable	<u>18 045</u>	<u>18 045</u>	<u>-</u>
SOLDE À LA FIN	<u>15 543 \$</u>	<u>15 543 \$</u>	<u>4 345 \$</u>

CITOYENS AU POUVOIR DU QUÉBEC

5

BILAN

au 31 décembre 2019

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	11 792 \$	353 \$
Compte à recevoir du DGEQ	4 383	2 777
Contributions à recevoir	296	-
Cotisations des membres à recevoir	70	-
Frais payés d'avance	-	1 800
	<hr/>	<hr/>
	16 541 \$	4 930 \$
 PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	998 \$	585 \$
 ACTIF NET		
Non affecté	<hr/>	<hr/>
	15 543	4 345
	<hr/>	<hr/>
	16 541 \$	4 930 \$

Au nom du parti

représentant officiel

CITOYENS AU POUVOIR DU QUÉBEC

6

FLUX DE TRÉSORERIE

de l'exercice terminé le 31 décembre 2019

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Insuffisance des produits par rapport aux charges	(6 847) \$	(7 966) \$
Variation des éléments hors caisse liée aux activités de fonctionnement (note 4)	241	(3 617)
Excédent de la valeur des actifs sur les passifs suite à la fusion avec Parti Équitable	18 045	-
	<hr/>	<hr/>
ACCROISSEMENT NET (DIMINUTION NETTE) DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	11 439	(11 583)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE (note 5)	353	11 936
	<hr/>	<hr/>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE (note 5)	11 792 \$	353 \$
	<hr/>	<hr/>

1- FORME JURIDIQUE

Citoyens au pouvoir du Québec est un parti politique issu de la fusion avec le Parti équitable et autorisé depuis le 1^{er} janvier 2019 par le Directeur général des élections du Québec en vertu de la Loi électorale du Québec.

2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (NCOSBL) et comprennent les principales méthodes comptables suivantes :

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements seront apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

Comptabilisation des produits

Le parti constate ses contributions lorsqu'elles sont reçues.
Les remboursements des frais d'audit et les allocations du directeur général des élections du Québec sont comptabilisés à titre de produits dans l'exercice auquel ils se rapportent.

Apports reçus sous forme de services

Des bénévoles consacrent plusieurs heures par année à aider le parti à assurer son fonctionnement. En raison de la difficulté à déterminer la juste valeur des apports reçus sous forme de services, ceux-ci ne sont pas constatés dans les états financiers.

Instruments financiers

Le parti évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur. Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et passifs financiers au coût après amortissement.

2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, du compte à recevoir du Directeur général des élections du Québec, des contributions à recevoir et des cotisations des membres à recevoir.

Les passifs financiers se composent des créditeurs et charges à payer.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique du parti consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires.

3- CONTRIBUTIONS

	Nombre	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Contributions des électeurs	70 (409 en 2018)	<u>2 094 \$</u>	<u>27 454 \$</u>

4- VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT

Compte à recevoir du DGEQ	(1 606) \$	(2 402) \$
Contributions à recevoir	(296)	-
Cotisations des membres à recevoir	(70)	-
Frais payés d'avance	1 800	(1 800)
Créditeurs et charges à payer	<u>413</u>	<u>585</u>
	<u>241 \$</u>	<u>(3 617) \$</u>

5- TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et équivalents de trésorerie se composent des fonds en caisse et des soldes bancaires. La trésorerie et équivalents de trésorerie figurant dans l'état des flux de trésorerie comprennent les montants suivants comptabilisés dans le bilan :

Encaisse	<u>11 792 \$</u>	<u>353 \$</u>
----------	------------------	---------------

CITOYENS AU POUVOIR DU QUÉBEC
ÉTABLISSEMENT FINANCIER OÙ SONT DÉPOSÉES LES SOMMES RECUEILLIES
de l'exercice terminé le 31 décembre 2019

Annexe 1

Nom de l'établissement

Caisse Desjardins Pierre-Boucher

Adresse de l'établissement

2401 boul. Roland-Therrien
Longueuil (Québec) J4N 1C5

CITOYENS AU POUVOIR DU QUÉBEC

Adresse	2500, rue Jean-Perrin, bureau 201 Québec (Québec) G2C 1X1
Date d'autorisation	1er janvier 2019
Chef du parti, date de nomination	Stéphane Blais, 1er janvier 2019
Représentant officiel, date de nomination	Réjean Couture, 1er janvier 2019
Agent officiel	Réjean Couture, 1er janvier 2019
Auditeur	Sylvain Riel, CPA Auditeur, CA
Firme	SYLVAIN RIEL CPA INC.

Renseignements extraits des rapports financiers

État des résultats	2019
Produits *	45 836 \$
Charges	52 683 \$
Résultat net	(6 847) \$
Bilan	2019
Actif	16 541 \$
Passif	998 \$
Actifs nets	15 543 \$

* Détail des produits	2019
Contributions	2 094 \$
Adhésions	1 792 \$
Participation de l'État	41 950 \$
Autres revenus	- \$



Rapport d'activité de financement ou d'activité politique

Nom de l'entité	Citoyens au pouvoir du Québec	
Nature de l'activité	Assemblée annuelle	Date de l'activité 15-06-2019
Adresse où s'est tenue l'activité	Hôtel L'Oiselière, 1654 Boul. Président Kennedy, Lévis, Qc G6V 6E2	

Billets vendus (détails par catégorie d'entrée)			Prix unitaire (B)	Somme recueillie (A) X (B)	Répartition	
Catégorie d'entrée	Nbre de billets (A)				À titre de revenu de contribution	À titre de revenu d'activité politique
Entrées payées	15	30	\$	450	\$	450
			\$ +	\$	\$	\$
			\$ +	\$	\$	\$
			\$ +	\$	\$	\$
Total des sommes recueillies à titre de billets vendus				=	450	\$
Contributions reçues en supplément des prix d'entrée				+	\$	
Revenus accessoires (boissons, vestiaire, etc.)*				+	\$	
Total des sommes recueillies (à remettre au représentant officiel)				=	450	\$

Dépenses engagées pour cette activité (Inscrire les dépenses engagées et joindre les pièces justificatives):		
Salle		316,18 \$
Impression des billets		+ \$
Publicité		+ \$
Nourriture et boissons		+ 3828 ⁴⁷ \$
Son et éclairage		+ \$
Assurances		+ \$
Dépenses payées à même la petite caisse (fournir les détails)		+ 4687 ⁵⁴ \$
Autres (décrire) Hôtel (2126,54) conférences		+ \$
et Allocations Km (2561)		+ \$
Total des dépenses		= 8832¹⁹ \$

* Détail des revenus accessoires			
Nature	Quantité vendue	Prix unitaire	Total
Total			

Responsable de l'activité	STEPHANE BLAIS		
Date du rapport	1 sept 2019	Signature	
Représentant officiel	REJEAN COUTURE		
Date	1 sept.	Signature	

Citoyens au Pouvoir du Québec
Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2019

TABLEAU I : REVENUS

	Parti (exercice courant) Audité	Parti (exercice précédent) Audité	Rapports financiers cumulés des instances (exercice courant) Non audité	Référence: État des résultats d'une instance autorisée
	\$	\$	\$	
REMBOURSEMENT DES DÉPENSES ÉLECTORALES				
<i>Avances et remboursements du directeur général des élections</i>	41 950,23	-	-	Ligne 5
<i>Moins : remboursement d'avances excédentaires</i>	-	-	-	Ligne 21
Total du remboursement des dépenses électorales	41 950,23	-	-	
REVENUS AUTONOMES				
<i>Contributions</i>	2 094,00	-	-	Ligne 1 (Annexe 3)
<i>Adhésions (cartes de membres)</i>	1 792,00	-	-	Ligne 2
<i>Revenus d'activités politiques</i>	-	-	-	Ligne 3
<i>Revenus accessoires</i>	-	-	-	Ligne 4
<i>Remboursement TPS/TVQ</i>	-	-	-	
<i>Intérêts gagnés</i>	-	-	-	Ligne 9
<i>Fusion avec le parti équitable</i>	-	-	-	Lignes 10 à 18
<i>Autres revenus (préciser)</i>	-	-	-	
Total des revenus autonomes	3 886,00	-	-	
TRANSFERTS DES ENTITÉS AUTORISÉES				
<i>Des instances au parti</i>				
<i>Cession du remboursement des dépenses électorales</i>	-	-	-	
<i>Autres revenus de transferts</i>	-	-	-	
Total des transferts des instances au parti	-	-	-	
<i>Du parti aux instances</i>			-	Ligne 6
<i>Entre instances</i>			-	Ligne 7
Total des transferts	-	-	-	

TABLEAU II : DÉPENSES

	\$	\$	\$	
ADMINISTRATION COURANTE				
<i>Salaires et charges sociales</i>				
<i>Direction générale et personnel d'encadrement</i>	-	-	-	
<i>Recrutement de membres et financement</i>	-	-	-	
<i>Personnel administratif et informatique</i>	-	-	-	
<i>Charges sociales</i>	-	-	-	
Total partiel	-	-	-	
<i>Honoraires et autres rémunérations</i>				
<i>Administration</i>	6 794,06	-	-	
<i>Vérification (audit)</i>	4 599,00	-	-	
<i>Juridiques</i>	-	-	-	
<i>Autres (préciser) : Papeterie et frais de bureau</i>	4 364,72	-	-	
Total partiel	15 757,78	-	-	
<i>Locaux et frais afférents</i>				
<i>Loyer</i>	-	-	-	Ligne 32
<i>Taxes foncières et assurances</i>	-	-	-	
<i>Entretien et réparations</i>	-	-	-	
<i>Chauffage et électricité</i>	-	-	-	
<i>Amortissement bâtiments et améliorations locatives</i>	-	-	-	
<i>Perte sur disposition d'immobilisation</i>	-	-	-	Ligne 36
Total partiel	-	-	-	
<i>Fonctionnement</i>				
<i>Télécommunications</i>	6 217,02	-	-	Ligne 33
<i>Secrétariat et frais de bureau</i>	-	-	-	Ligne 30
<i>Location et entretien des équipements</i>	-	-	-	
<i>Frais de déplacement et de représentation</i>	5 025,32	-	-	
<i>Amortissement mobilier et équipements</i>	-	-	-	
Total partiel	11 242,34	-	-	
<i>Frais financiers</i>				
<i>Intérêts sur emprunts</i>	-	-	-	Ligne 20
<i>Frais de service et d'administration</i>	773,05	-	-	Ligne 35
Total partiel	773,05	-	-	
<i>Autres (préciser)</i>	-	-	-	Lignes 37 à 41
Total administration courante	27 773,17	-	-	

TABLEAU II : DÉPENSES (suite)

	Parti (exercice courant) Audité	Parti (exercice précédent) Audité	Rapports financiers cumulés des instances (exercice courant) Non audité	Référence: État des résultats d'une instance autorisée
	\$	C	\$	
COMMUNICATIONS ET DIFFUSION D'UN PROGRAMME POLITIQUE				
Rémunération : salaires, honoraires et charges sociales	-	-		
Publicité	914,06	-	-	Ligne 31
Réseaux sociaux et sites Web	-	-		
Relations publiques	-	-		
Frais de déplacement et de représentation	105,61	-		
Amortissement logiciels et sites Web	-	-		
Autres (préciser)	-	-		
Total communications et diffusion d'un programme politique	1 019,67	-	-	
COORDINATION DE L'ACTION POLITIQUE				
Rémunération : salaires, honoraires et charges sociales	-	-		
Activités de financement	-	-		Ligne 25
Activités politiques	-	-	-	
Frais de participation : réunions statutaires, congrès, comités (repas, transport, etc.)	7 531,09	-	-	Ligne 29
Autres (préciser)	-	-		
Total partiel	7 531,09	-	-	
Dépenses de campagne à la direction	-	-		
Moins : Remboursement des dépenses de campagne (article 88, 9 ^o)	-	-		
Total partiel	-	-	-	
Total coordination de l'action politique	7 531,09	-	-	
TRANSFERTS AUX ENTITÉS AUTORISÉES				
Des instances au parti			-	Ligne 22
Du parti aux instances				
Cession de la réclamation du remboursement des dépenses électorales	-	-		
Autres dépenses de transfert	-	-		
Total des transferts du parti aux instances	-	-	-	
Entre instances			-	Ligne 23
Total des transferts aux entités autorisées	-	-	-	
DÉPENSES AYANT TRAIT AUX ÉLECTIONS				
Transferts aux agents officiels	16 358,51	-	-	Ligne 24
Dépenses préélectorales	-	-	-	Ligne 27
Dépenses postélectorales	-	-	-	Ligne 28
Dépenses électorales attribuables aux agents officiels	-	-	-	Ligne 26
Moins : Dépenses remboursées par les entreprises médiatiques	-	-		
Dépenses électorales remboursées par les agents officiels	-	-		
Fermeture du fonds électoral	-	-	-	Ligne 8
Autres : (préciser)	-	-		
Total des dépenses ayant trait aux élections	16 358,51	-	-	
AUTRES DÉPENSES				
Contributions non conformes d'un exercice précédent	-	-	-	Ligne 34
Amendes et pénalités	-	-		
Dons, cadeaux, soirées hommages, etc.	-	-		
Autres (préciser)	-	-		
Total autres dépenses	-	-	-	
Total des dépenses du parti et des instances	52 682,44	-	-	

TABLEAU III : ÉTAT DE LA TRÉSORERIE

	Parti (exercice courant) Audité	Parti (exercice précédent) Audité	Variation cumulée des instances Non audité
	\$	\$	\$
Encaisse (découvert d'encaisse)	11 792,00	352,00	-
Petite caisse			-
Placements encaissables sur demande			
Marge(s) de crédit bancaire			

Citoyens au Pouvoir du Québec

CADRE DE RÉFÉRENCE RELATIF AUX SOURCES DE FINANCEMENT ET À L'UTILISATION DU FINANCEMENT
 Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3), article 113, Bulletin B-1
 Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2019

SOURCES DE FINANCEMENT							
Entités autorisées		Parti (Audité)		Instances (Non auditées)		Total entités autorisées \$	Pourcentage excluant les transferts entre entités autorisées
Financement du directeur général des élections	Référence à la Loi électorale	Annuelles \$	Électorales \$	Annuelles \$	Électorales \$		
Allocations	Section I, Ch. II Art. 82, 82.1	-	-			-	0,0%
Revenus d'appariement		Art. 82.2	-	-			-
Remboursement des frais de vérification (audit)	Section IV, Chap. II Art. 112	-				-	0,0%
Remboursement des dépenses électorales	Tableau I		41 950,23		-	41 950,23	91,5%
Total du financement du directeur général des élections		-	41 950,23		-	41 950,23	91,5%
Revenus autonomes	Tableau I	3 886,00		-		3 886,00	8,5%
Transferts des entités autorisées		-				-	
Total du financement du parti et des instances		3 886,00	41 950,23	-	-		
Financement total		45 836,23		-		45 836,23	100%

UTILISATION DU FINANCEMENT								
Dépenses		Parti (Audité)		Instances (Non auditées)		Total entités autorisées \$	Pourcentage excluant les transferts entre entités autorisées	
		Annuelle \$	Électorale \$	Annuelle \$	Électorale \$			
Administration courante	Tableau II	27 773,17		-		27 773,17	60,6%	
Communication et diffusion d'un programme politique		1 019,67		-		1 019,67	2,2%	
Coordination de l'action politique		7 531,09		-		7 531,09	16,4%	
Transferts aux entités autorisées		-		-		-		
Dépenses ayant trait aux élections				16 358,51		-	16 358,51	35,7%
Autres dépenses		-			-		-	0,0%
Total des dépenses du parti et des instances			36 323,93	16 358,51	-	-	52 682,44	114,9%
Dépenses totales		52 682,44		-				
Excédent (insuffisance) du financement sur les dépenses		(6 846,21)		-		(6 846,21)		
Annuelles : (32 437,93) \$ Électorales : 25 591,72 \$								
Variation du financement par les postes du bilan								
Augmentation (diminution) de la trésorerie	Tableau III	11 440,00		-		11 440,00 \$	25,0%	
Augmentation (diminution) des éléments du fonds de roulement autres que la trésorerie		(18 286,21)		-		(18 286,21) \$	-39,9%	
Acquisition (disposition) des actifs à long terme				-		- \$	0,0%	
Diminution (augmentation) des emprunts à long terme				-		- \$	0,0%	
Financement total utilisé		45 836,23		-		45 836,23 \$	100%	

Déclaration de la représentante officielle ou du représentant officiel

Je déclare que tous les renseignements contenus dans ce rapport sont vrais, exacts et complets.

 4 août 2020
 Date

Signature du représentant officiel

Déclarations pour le rapport financier d'un parti autorisé**Signature et déclaration du représentant officiel**

Je, REJEAN COUTURE
Prénom Nom

représentant(e) officiel(le) du parti politique autorisé Citoyens au Pouvoir du Québec
Nom du parti politique autorisé

déclare ce qui suit :

1. La sollicitation de contributions n'a été faite que sous ma responsabilité ou par l'entremise des personnes que j'ai désignées par écrit conformément à la Loi électorale (LE).
2. Toutes les contributions recueillies ont été versées par des électeurs en conformité avec les dispositions de la section II du chapitre II de la LE.
3. Tous les comptes bancaires ouverts au bénéfice du parti sont inscrits au présent rapport.
4. Toutes les sommes recueillies pour le parti ont été déposées à même le ou les comptes bancaires ouverts au bénéfice du parti et sont conformes à la Loi.
5. Si applicable, toutes les sommes reçues du directeur général des élections ont été déposées à même le ou les comptes bancaires ouverts au bénéfice du parti.
6. Je confirme que l'allocation a servi à payer les dépenses se rapportant notamment à l'administration courante du parti, à la diffusion du programme politique, à la coordination de l'action politique des membres ou des sympathisants et aux dépenses électorales. L'allocation a également servi à rembourser le capital des emprunts (art. 83).
7. Les prêts obtenus et les cautions signées relativement à ceux-ci sont conformes à la Loi. Notamment, lorsque ces prêts proviennent d'un électeur, ils ont été versés à l'aide d'un chèque personnel de celui-ci, volontairement, sans compensation ni contrepartie, et ils ne feront pas l'objet d'un quelconque remboursement autrement que ce qui est prévu à l'acte d'emprunt.
8. Toutes les dépenses que j'ai faites ou autorisées, ainsi que celles du ou des délégués, le cas échéant, à l'exception des dépenses électorales, sont inscrites au rapport financier et ont été engagées conformément aux exigences de la Loi.
9. Toutes les sorties de fonds ont été acquittées à même le ou les comptes bancaires inscrits au présent rapport financier, à l'exception des dépenses électorales.
10. Aucune dépense n'a été acquittée en argent comptant, à l'exception de celles provenant d'une petite caisse constituée à même le fonds du parti, sous la responsabilité de la représentante officielle ou du représentant officiel.
11. Toutes les dépenses ont été engagées au prix courant du marché. De plus, un reçu de contribution a été remis pour tout bien ou service fourni gratuitement par un électeur, à l'exception du travail bénévole.
12. Les personnes ayant effectué du travail bénévole au sens de l'article 88 (1) au cours de la période l'ont fait personnellement et volontairement, et le fruit de ce travail a été fait sans compensation ni contrepartie.
13. Les renseignements contenus dans le présent rapport ainsi que ses annexes sont vrais, exacts et complets.


Signature de la représentante officielle ou du représentant officiel

le 4 août 2020
Date

Signature et déclaration du chef de parti

Je, STÉPHANE BLAIS,
Prénom Nom

chef du parti politique autorisé Citoyens au Pouvoir du Québec,
Nom du parti politique autorisé

déclare ce qui suit :

1. J'ai été informé(e) des règles de financement.
2. J'ai rappelé aux personnes autorisées à solliciter des contributions l'obligation de respecter les règles de financement.
3. J'ai été informé(e) des pratiques de sollicitation de mon parti et juge qu'elles sont conformes à la Loi.
4. Je déclare avoir transmis à la représentante officielle ou au représentant officiel toute l'information financière pour lui permettre de dresser ce rapport.
5. J'ai pris connaissance du rapport et j'ai obtenu tous les éclaircissements nécessaires sur son contenu.
6. Je prends acte de la déclaration de la représentante officielle ou du représentant officiel.
7. Je vous confirme qu'à ma connaissance, la représentante officielle ou le représentant officiel a réalisé son mandat en conformité avec la Loi.


Signature de la ou du chef du parti

le

4 août 2020

Date